

# VEILLE RÉGLEMENTAIRE

## Environnement

### Fiche VRE.06

#### Les Effluents

Code de la Santé Publique L1331-10

Code de la santé publique Art. L. 1331-7-1 et L. 1331-11

Code de l'Environnement R214 -1 et suivants donne la nomenclature IOTA des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement

Arrêté du 17 juin 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2220

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2220

Arrêté du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260

Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

Décret du 11 septembre 2007 n°2007-1339 relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le code général des collectivités territoriales

Arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts

L'ordonnance n° 2014-619 du 12/06/2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement

Arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement

Guide sur la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau - Janvier 2018

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

1/14

## 1. Généralités et définitions

Afin d'améliorer la qualité de l'environnement aquatique et de garantir la santé des populations, la Directive 2000/60/CE dite Directive Cadre sur l'Eau (DCE) fixe des objectifs de réduction et de suppression des émissions concernant des substances dangereuses ciblées selon des critères de toxicité, de persistance et de bioaccumulation.

Elle exige également l'atteinte du bon état des masses d'eau et a pour principe la non-dégradation des masses d'eau.

L'action RSDE (**Recherche et Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau**) a répondu à ces ambitions pour plus de 4800 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), par la mise en place généralisée d'opérations de surveillance, de réduction voire de suppression des flux de substances dangereuses présentes dans les rejets aqueux.

En particulier, l'action RSDE aura ainsi permis de consolider les connaissances sur la présence de substances dangereuses dans l'eau et sur leurs niveaux d'émissions dans 41 secteurs d'activité.

L'arrêté ministériel « **RSDE** » du 24 août 2017 a fait évoluer la réglementation nationale applicable aux ICPE afin de prendre en compte les changements réglementaires intervenus au niveau européen depuis le début des années 2000, et de rendre plus pertinentes les dispositions relatives aux valeurs limites d'émissions et à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau.

Sous l'impulsion de la Directive Cadre sur l'Eau, cet arrêté constitue également le prolongement de la contribution des ICPE en faveur de la lutte contre les substances dangereuses dans l'eau, tel qu'énoncé dans le plan micropolluants 2016-2021 (action n°4).

Dans ce contexte, l'arrêté ministériel RSDE vise à :

- Étendre l'effort de réduction des émissions de substances dangereuses à tous les gros contributeurs relevant des régimes de l'autorisation et de l'enregistrement ;
- Dresser un cadre commun pour le suivi des émissions de substances dangereuses provenant des ICPE soumises à autorisation ou à enregistrement ;
- Accompagner les services de l'inspection des installations classées et harmoniser leurs pratiques en matière de réglementation des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
- Prescrire des valeurs limites d'émissions dans l'eau appropriées, en cohérence avec les résultats de la campagne RSDE et en lien avec les références européennes relatives à la Directive IED et aux documents BREFs ;
- Clarifier et homogénéiser les dispositions transversales des arrêtés ministériels comportant un volet sur les émissions dans l'eau, et en particulier les émissions de substances dangereuses.

Toutefois, il est primordial de rappeler que le sujet « substances » est en fin de compte un sujet à traiter à l'échelle locale, au moment de **l'instruction de dossier** et de **l'étude d'impact** ou **d'incidence** le cas échéant, en fonction de l'activité de l'installation.

Cet examen de la pertinence des dispositions nationales, au regard du contexte local est indispensable pour prévenir les situations problématiques : point noir ou problème environnemental et/ou sanitaire avéré.

Enfin, les dispositions introduites par l'arrêté ministériel RSDE ne sont pas applicables aux effluents ou déchets épandus.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Définitions :

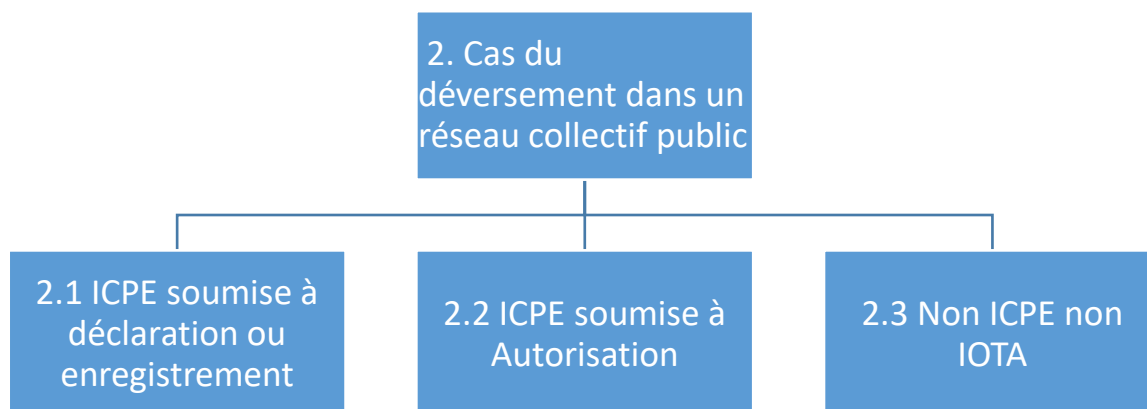
ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement (*Voir Fiche VRE 02, Fiche VRE03, Fiche VRE04*)

IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumis à déclaration ou autorisation selon la loi sur l'eau. Il s'agit d'installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées, d'ouvrages, de travaux et d'activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants. (*Voir Fiche VRE 05*)

Cette législation reprend les termes de déclaration et d'autorisation mais elle est bien indépendante de l'ICPE.

## 2. Déversement dans le réseau public collectif

### 2.1. Cas d'une ICPE soumise à déclaration ou enregistrement



#### 2.1.1 Autorisation de déversement

Tout déversement d'eau usée dans le réseau public doit faire l'objet d'une autorisation donnée par le maire ou le président de la collectivité locale.

Ce déversement dans un réseau public lorsque le propriétaire du réseau est une collectivité locale peut prendre la forme d'une autorisation de déversement.

Cette autorisation de déversement est le plus souvent donnée par l'exploitant du réseau :

- sous forme d'une convention dite « convention de déversement et/ou de raccordement » ;
- sous forme d'un arrêté municipal ;
- ou encore elle peut être délivrée par le président du Conseil général en cas de raccordement à un réseau départemental.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

3/14

L'autorisation de déversement ou la convention de raccordement a pour objectif la protection du système d'assainissement (réseau et station d'épuration) et de son fonctionnement. C'est un acte administratif unilatéral délivré par le maire ou par le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement, après avis de la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées et de celle en charge du traitement des boues en aval.

L'absence de réponse à la demande d'autorisation de déversement dans le réseau dans les quatre mois suivant la date de réception de celle-ci vaut rejet.

La collectivité, pour autoriser ou non le déversement dans le réseau collectif, prend en compte :

- L'étude de la composition des effluents (quantité et qualité) ;
- La capacité de traitement de la STEP.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la qualité des eaux usées déversées dans le réseau est autorisée dans les mêmes conditions que la demande d'autorisation initiale.

Cette autorisation est complètement indépendante des autorisations préfectorales délivrées au titre des réglementations ICPE et EAU dont l'objectif est la protection de l'environnement.

Cette autorisation ou convention comprend :

- la durée ;
- les caractéristiques des eaux usées ;
- les conditions de surveillance du déversement ;
- les conditions économiques (le cas échéant).

L'arrêté d'autorisation de déversement peut fixer des exigences de pré-traitement (exemple : mise en place d'un bac à graisse, d'un séparateur d'hydrocarbures, d'une décantation, mise en place d'une analyse des eaux avant rejet, etc.). Les pré-traitements prévus par l'autorisation de déversement peuvent faire l'objet d'une aide financière de l'Agence de l'eau.

L'autorisation de déversement peut être subordonnée à la participation financière de l'entreprise aux dépenses de premier raccordement, d'entretien, et d'exploitation entraînées par la réception de ses eaux par le réseau collectif. La commune (ou le département) peut notamment se faire rembourser par l'entreprise, les dépenses entraînées par les travaux de branchement au réseau.

En contrepartie du service d'assainissement supporté par la collectivité, celle-ci perçoit une redevance d'assainissement, qui s'ajoute aux demandes de participation financière éventuelle.

Dès qu'il y a un changement de la nature ou de la quantité des effluents, il est nécessaire d'avertir l'exploitant et le cas échéant de faire une nouvelle demande d'autorisation.

### **2.1.2 Valeurs limite des rejets**

Les valeurs limite de rejets sont :

- a. Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
- pH (NF T 90-008) compris entre 5,5 et 8,8 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
  - température < 30 °C.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

4/14

- b. Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :
- matières en suspension (NFT 90 105) : 600 mg/l ;
  - DCO (NF T 90-101) 2 000 mg/l ;
  - DBO5 (NF T 90-103) 800 mg/l ;
  - hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont données dans les arrêtés type 2220 et 2260 qui seront prescrit par le préfet lors du dépôt de la déclaration ICPE, suivi de la transmission par le préfet à l'exploitant du récépissé de déclaration préfectoral.

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux cités ci-dessus, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Une mesure des concentrations des différents polluants visés est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

## 2.2. Cas d'une ICPE soumise à autorisation

Les valeurs limites de rejet seront données par l'arrêté préfectoral d'autorisation et il est nécessaire d'établir une convention de raccordement. Il est recommandé que les paramètres et contrôles demandés dans l'autorisation de déversement soient identiques à ceux cités dans l'arrêté préfectoral.

Pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action RSDE (Recherche et Réduction des Rejets de substances dangereuses dans l'eau), en application de la circulaire du 5 janvier 2009, il est prévu de faire pour les installations classées soumises à autorisation visées une campagne de 6 mesures portant sur une liste de substances déterminées par l'activité.

Ces ICPE visées par cette réglementation ont reçu des arrêtés de suivis complémentaires de leurs rejets.

Ne sont maintenues en surveillance pérenne (trimestre) que les substances dangereuses rejetées en quantités significatives ou posant un problème de compatibilité avec la masse d'eau réceptrice sont ensuite maintenues en surveillance pérenne et font l'objet d'études de réduction le cas échéant. Au regard des conclusions de ces études, les exploitants doivent mettre en place des actions afin de supprimer ou de réduire de manière effective les substances dangereuses présentes dans les eaux rejetées par leurs établissements.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

### 2.3. Cas où l'établissement n'est pas soumis aux réglementations ICPE et IOTA

En application de la loi du 17 mai 2011, pour les TPE (Très Petites Entreprises) l'obligation de délivrance d'autorisation de déversement peut être remplacée par une déclaration justifiant qu'elles utilisent l'eau dans des conditions assimilables à un usage domestique. L'utilisateur devra faire valoir son droit au raccordement avant le 19 mai 2012. Il devra préciser :

- Les activités exercées ;
- Les caractéristiques de ses ouvrages de déversement ;
- Les caractéristiques de ses rejets.

Cependant l'entreprise peut être astreinte à verser à la collectivité organisatrice du service ou au groupement auquel elle appartient, dans les conditions fixées par délibération, une participation dont le montant tient compte de l'économie qu'il réalise en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire.

De plus la collectivité peut prévoir des prescriptions techniques particulières dans leur règlement de service. Ce dispositif est limité aux capacités de transport et d'épuration du dispositif d'assainissement collectif.

## 3. Déversement dans le milieu naturel



### 3.1 Cas d'une ICPE soumise à déclaration

Selon l'arrêté du 23/05/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées **soumises à déclaration** sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail ».

Les valeurs limites de rejet d'eaux résiduelles doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

6/14

- matières en suspension (NF T 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO (NF T 90-101) : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- DBO5 (NF T 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Ces valeurs limites sont données dans l'arrêté type 2220 et 2260 qui seront prescrit par le préfet lors du dépôt de la déclaration ICPE, suivi de la transmission par le préfet à l'exploitant du récépissé de déclaration préfectoral.

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux cités ci-dessus, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Une mesure des concentrations des différents polluants visés est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

## 3.2 Cas d'une ICPE soumise à Enregistrement

### 3.2.1 Les prescriptions à appliquer

Selon l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les effluents doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu. De plus, le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- Compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- Suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).

Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.

La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

7/14

### 3.2.1 Les valeurs limites à respecter

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes (voir tableaux), selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de [l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998](#) modifié.

1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO <sub>5</sub> )
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; 150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage
DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES.

2. Azote et phosphore
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES.
Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO <sub>5</sub> et les MES.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

8/14



3. Substances spécifiques du secteur d'activité				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j

4. Autres paramètres globaux				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)		7464	300 mg/l	
Trichlorométhane (chloroforme)		1135	100 µg/l	flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	
Cyanures libres (en CN <sup>-</sup> )	57-12-5	1084	0,1 mg/l	
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l	
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	
Étain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/l	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	

5. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de	Seuil de flux

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

9/14

			concentration	
Substances de l'état chimique				
Cadmium et ses composés (*) (en Cd)	7440-43-9	1388	25 µg/l	
Fluoranthène	206-44-0	1191	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Nonylphénols (*)	84-852-15-3	1958	25 µg/l	
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Autres substances de l'état chimique				
Dioxines et composés de dioxines (*) dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l	
Di (2-éthylhexyl) phtalate (DEHP) (*)	117-81-7	6616	25 µg/l	
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (*) (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	
Quinoxylène (*)	124495-18-7	2028	25 µg/l	
Acronifène	74070-46-5	1688	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l	
Heptachlore (*) et époxyde d'heptachlore (*)	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l	

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

10/14

Polluants spécifiques de l'état écologique				
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l	si le rejet dépasse 0,5 g/j
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	NQE 25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j et dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j et dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

*\* Les substances dangereuses marquées d'une\* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de [l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998](#) modifié.*

### 3.3 Cas d'une ICPE soumise à Autorisation

Le programme de surveillance et les valeurs limites de rejet seront donnés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. (Voir Fiche VRE.03)

### 3.4 Cas d'un établissement non ICPE mais soumis à déclaration IOTA

En cas de rejet par infiltration après traitement (1), une étude établit l'aptitude du sol à l'infiltration et, si l'installation est soumise à déclaration IOTA (capacité supérieure à 12 kg/j de DBO5), cette étude est soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé :

- La réutilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage des espaces verts ou l'irrigation des cultures, est autorisée si l'exploitant établit que cette pratique n'engendre pas de risque sanitaire ou environnemental. L'arrêté interministériel du 2 Août 2010 fixe les prescriptions relatives à cet usage ;
- Les équipements d'une capacité supérieure à 12 kg/j de DBO5, qui figurent dans la liste annexée à l'article R.214- 1 du code de l'environnement, des ouvrages soumis à déclaration IOTA, sont également assujettis à l'obligation d'auto-surveillance, rappelée à l'article R.214-32 de ce code, le maître d'ouvrage devant préciser dans son « document d'incidence » les modalités qu'il prévoit pour réaliser cette surveillance ;
- Des moyens de mesure des débits et de prélèvements d'échantillon représentatifs doivent être installés selon des modalités spécifiques à la capacité de l'installation.

Se reporter au §3 ci-dessous, pour plus de détail concernant les obligations d'un établissement soumis à déclaration IOTA.

#### (1) Par exemple :

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

11/14

1. un bassin étanche de décantation peut être considéré comme un prétraitement, puis par surverse les effluents décantés se déversent dans un bassin d'infiltration non étanche.
2. Un lagunage peut être considéré comme un traitement.

### 3.5 Cas d'un établissement non ICPE et non soumis à déclaration IOTA

C'est la réglementation de l'assainissement non collectif qui peut s'appliquer.

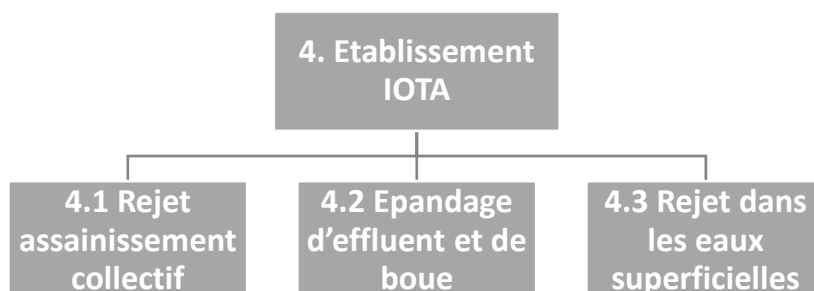
L'arrêté du 22 juin 2007 fixe les prescriptions techniques applicables aux dispositifs d'assainissement recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/jour de DB05 (20 Equivalents Habitants).

Il établit pour les équipements d'assainissement, les prescriptions techniques minimales qui permettent de garantir l'efficacité de l'épuration des eaux usées, en ce qui concerne notamment la "demande biochimique en oxygène" (DBO), la "demande chimique en oxygène" (DCO), les matières en suspension (MES), le phosphore et l'azote.

Pour les installations d'assainissement non collectif, les principales prescriptions techniques correspondantes sont les suivantes :

- la conception et le dimensionnement des ouvrages tiennent compte tant des caractéristiques des eaux collectées que du milieu récepteur et de ses usages, de manière à en éviter la contamination et à permettre d'éviter les nuisances (bruits, émission d'odeurs...); l'implantation des installations de traitement est interdite en zone inondable, sauf en cas d'impossibilité technique justifiée par la commune ;
- les équipements doivent être réalisés, entretenus et réhabilités selon les règles de l'art, de façon à traiter le débit de référence et en tenant compte des perspectives de développement ;
- les installations doivent être délimitées par une clôture ;
- la totalité des eaux usées produites doivent être traitées ;
- les rejets directs par temps sec d'effluents non traités sont interdits, ainsi que l'intrusion d'eaux pluviales ;
- les valeurs limites de rejet doivent permettre de satisfaire aux objectifs de qualité des eaux réceptrices ;
- les rejets en rivière doivent être effectués dans le lit mineur du cours d'eau et respecter les performances épuratoires visées [aux annexes I et II de l'arrêté](#) du 22 juin 2007.

#### 4. Cas des établissements soumis à IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) régime de déclaration ou d'autorisation selon la loi sur l'eau



Cas des installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées, mais figurant dans la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

Cette législation reprend les termes de déclaration et d'autorisation mais elle est bien indépendante de l'ICPE.

Afin de connaître la situation de l'établissement par rapport à la réglementation IOTA, il faut connaître :

- ☞ Le poids de rejet des effluents en DBO5 : si > 12kg de DBO5 /j ➔ DECLARATION
- ou
- ☞ Le volume d'eau consommé : si > à 10 000 m3 /an ➔ DECLARATION

##### 4.1. Cas des rejets de station d'épuration

Rejets : 2110 Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales		
1° Supérieure à 600 kg de DBO5	AUTORISATION	Application des exigences de l'arrêté d'autorisation
2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	DECLARATION	Application de l'arrêté du 22 juin 2007 et de l'arrêté du 2 Août 2010

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

13/14

## 4.2. Cas des épandages d'effluents ou de boues

Rejets : 2.1.4.0. Epandage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles visées à la rubrique 2.1.3.0, la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes :		
1° Azote total supérieur à 10 t / an ou volume annuel supérieur à 500 000 m <sup>3</sup> / an ou DBO5 supérieure à 5 t / an	AUTORISATION	Application des exigences de l'arrêté d'autorisation
2° Azote total compris entre 1 t / an et 10 t / an ou volume annuel compris entre 50 000 et 500 000 m <sup>3</sup> / an ou DBO5 comprise entre 500 kg et 5 t / an	DECLARATION	NA

## 4.3. Cas des rejets dans les eaux superficielles

Rejets : 2.2.1.0. Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :		
1° Supérieure ou égale à 10 000 m <sup>3</sup> / j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	AUTORISATION	Application des exigences de l'arrêté d'autorisation
2° Supérieure à 2 000 m <sup>3</sup> / j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m <sup>3</sup> / j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	DECLARATION	NA

## 5. Etat des lieux de la contamination des milieux aquatiques par les substances dangereuses

Voir Synthèse du séminaire : Surveiller, évaluer et réduire les contaminations chimiques des milieux aquatiques :

<https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Brochure-Contaminants-V5.pdf>

## 6. Rejet en nappe souterraine

Dans tous les cas, le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaire, dans une nappe souterraine est interdit.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

14/14